

PH, CVP Schweiz, Klaraweg 6, Postfach 5835, 3001 Bern

Bundesamt für Justiz  
z.H. Frau Judith Wyder  
Bundesrain 20  
3003 Bern  
judith.wyder@bj.admin.ch

Bern, 25. März 2014

## Vernehmlassung: Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB; Kinderschutz)

Sehr geehrte Damen und Herren

Sie haben uns eingeladen, zum Vorentwurf bezüglich die Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB; Kinderschutz) Stellung zu nehmen. Für diese Gelegenheit zur Meinungsäusserung danken wir Ihnen bestens.

### Allgemeine Bemerkungen

Die CVP unterstützt die Einführung einer allgemeinen Meldepflicht für Fachpersonen, die beruflich regelmässigen Kontakt mit Kindern haben (Art. 314d). So kann sichergestellt werden, dass die Kinderschutzbehörden rechtzeitig davon Kenntnis erhalten, wenn Verdacht besteht, dass das Wohl eines Kindes und damit seine Entwicklung gefährdet sind. Es ist allenfalls zu prüfen, ob es entsprechende Schulungen für diese Fachpersonen braucht, damit diese ihre neuen Pflichten auch kompetent und zielgerichtet zum Wohle des Kindes ausführen können.

Die CVP befürwortet ebenfalls, dass Fachpersonen, die einem Berufsgeheimnis unterliegen, von dieser Meldepflicht ausgenommen sind. Die CVP teilt die Meinung, dass eine absolute Meldepflicht kontraproduktiv für ein Vertrauensverhältnis zwischen Fachperson und Kind beziehungsweise Dritten sein kann. Dass Fachpersonen, die einem Berufsgeheimnis unterliegen, bei Verdacht auf Gefährdung des Kindeswohls aber trotzdem berechtigt sind, eine Meldung an die Kinderschutzbehörde zu machen, ohne sich vorgängig schriftlich vom Berufsgeheimnis entbinden zu lassen, scheint eine gangbare Lösung zu sein (Art. 314c).

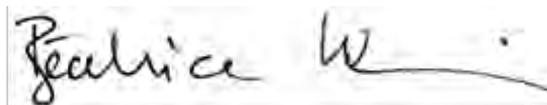
Grundsätzlich ist die CVP einverstanden mit einer schweizweiten Vereinheitlichung der Regelung. Dies kommt vor allem Fachpersonen, welche in verschiedenen Kantonen tätig sind, zugute, da nur noch eine Regelung gilt. Für die CVP ist allerdings wichtig, dass die Kantone in ihren Kompetenzbereichen weiterhin Meldungen vorsehen können.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und verbleiben mit freundlichen Grüssen

CHRISTLICHDEMOKRATISCHE VOLKSPARTEI DER SCHWEIZ



Christophe Darbellay  
Präsident CVP Schweiz



Béatrice Wertli  
Generalsekretärin CVP Schweiz

Christlichdemokratische Volkspartei

Klaraweg 6, Postfach 5835, 3001 Bern  
T 031 357 33 33, F 031 352 24 30,  
info@cvp.ch, www.cvp.ch, PC 30-3666-4

Judith Wyder  
Office fédéral de la Justice  
Bundesrain 20  
3003 Berne

Berne, le 31 mars 2014 / ft  
VL\_Kindesschutz\_f

**Révision du code civil (Protection de l'enfant)**  
**Prise de position du PLR.Les Libéraux-Radicaux Suisse**

Madame,

En vous remerciant de nous avoir consultés dans le cadre de la consultation sous rubrique, nous vous prions de trouver, ci-après, notre prise de position.

Le projet soumis à consultation est la mise en œuvre de la motion modifiée 08.3790 *Protection de l'enfant face à la maltraitance et aux abus sexuels*. Demandant une obligation de signalement généralisée à travers la Suisse, la motion a été modifiée par la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats pour permettre des exceptions. La motion modifiée a ensuite été adoptée par les deux conseils.

Le PLR.Les Libéraux-Radicaux met au premier plan la protection de l'enfant et de son intégrité. Néanmoins, cette révision n'est pas pertinente: elle n'apporte aucune valeur ajoutée par rapport à la situation actuelle. Le PLR estime que le bien de l'enfant ne sera pas amélioré avec les propositions soumises à consultation. Le projet proposé met d'ailleurs bien en évidence les problèmes rencontrés vis-à-vis de l'articulation entre le secret professionnel et l'obligation de signalement : cela ouvre un grand nombre de questions quant à la répartition des professions entre le droit de signalement et l'obligation de signalement.

Pour le PLR, la législation actuelle est satisfaisante. Il est nécessaire de mettre en œuvre de manière conséquente les instruments déjà à disposition plutôt que d'adopter de nouvelles dispositions à la faisabilité discutable. De plus, le PLR tient à faire remarquer que le projet soumis à consultation va à l'encontre de la liberté cantonale et du fédéralisme (selon l'actuel art. 443 al. 2 CC), qui a fait ses preuves jusqu'à présent. Pour ces raisons, le PLR rejette les propositions soumises à consultation et demande le classement de la motion 08.3790.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à nos arguments, nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos plus cordiales salutations.

PLR.Les Libéraux-Radicaux  
Le Président

Le Secrétaire général



Philipp Müller  
Conseiller national



Stefan Brupbacher

Office fédéral de la justice  
A l'att. de Mme Judith Wyder  
Bundesrain 20  
3003 Berne

*Envoyée par e-mail*  
[judith.wyder@bj.admin.ch](mailto:judith.wyder@bj.admin.ch)

Berne, le 4 avril 2014

### **Modification du code civil (protection de l'enfant) : prise de position du Parti écologiste suisse**

Madame la Conseillère fédérale,  
Madame, Monsieur,

Nous vous remercions d'avoir sollicité la position des Verts suisses sur le dossier susmentionné.

Les Verts suisses partagent les objectifs et la direction générale du projet proposé par l'OFJ soumis à consultation. Ces mesures ont pour objectif principal d'améliorer la protection de l'enfant et de garantir le respect de son intérêt supérieur, tel que défini dans la Convention internationale relative aux droits de l'enfant ratifiée par la Suisse. Les Verts saluent dans ce sens la volonté d'uniformiser les pratiques cantonales, actuellement disparates, ainsi que la simplification de la procédure pour les personnes soumises au secret professionnel.

Les Verts jettent par contre un regard critique à l'extension de l'obligation d'aviser à toutes les personnes qui sont en contact régulier avec des enfants. Les formulations de l'art. 314d sont trop vagues et risquent d'entraîner un flou juridique. Le principe de subsidiarité doit être respecté et l'autorité de protection saisie uniquement quand l'assistance nécessaire ne peut être fournie par d'autres moyens. Lorsque le bien de l'enfant est menacé, il est important que les professionnels continuent à disposer d'une marge d'appréciation afin de pouvoir prendre la meilleure décision possible.

#### ***Remarques par article***

##### ***Art. 314c***

**Les Verts suisses approuvent cette modification du code civil qui permet la levée du secret professionnel, sans la rendre obligatoire.** Aviser l'autorité en cas de suspicion de danger pour l'enfant sera désormais plus simple et plus rapide pour ces corps de métier. Cette modification facilitera leur travail car elle lève des obstacles bureaucratiques et augmentera ainsi la disposition de ces groupes professionnels à déposer un avis de mise en danger. Une marge de manœuvre est laissée dans l'appréciation de chaque situation, par essence unique et particulière. Cette latitude permet au professionnel de faire une pesée des intérêts et de décider si un signalement se ferait dans l'intérêt de l'enfant.

### **Art. 314d**

Les Verts sont plus critiques quant au nouvel art. 314d, al. 1. Une obligation absolue d'aviser comporte en effet plusieurs problèmes : premièrement, elle risque de détériorer la relation de confiance entre le professionnel et l'utilisateur, aspect décisif dans le domaine du travail social (entre autres) ; deuxièmement, chaque situation est unique et le professionnel doit disposer d'une marge de manœuvre avant de prendre une telle décision ; troisièmement, ce nouvel article comporte certaines ambiguïtés qui risquent de rendre sa mise en œuvre difficile. Ce nouvel article risque donc de manquer sa cible, à savoir mieux protéger les enfants maltraités. Revenons sur ces différents aspects :

- **L'obligation d'aviser appliquée de façon trop restrictive pourrait entraver la relation de confiance entre le professionnel et l'utilisateur.** Or, pour plusieurs des professions touchées par ce nouvel article, la construction d'une relation basée sur la confiance et la discrétion sont une des clés de la réussite de leur travail, par exemple pour les travailleurs sociaux, les animateurs socio-culturels, les psychologues.

Le dépôt d'un avis de mise en danger ne doit être ni contraint, ni précipité mais au contraire fait avec professionnalisme et après mûres réflexions. Une obligation générale d'aviser peut s'avérer contreproductive pour diverses raisons, par exemple si celle-ci met en danger la relation de confiance entre le professionnel et l'utilisateur, l'utilisatrice. Un professionnel doit être en mesure de faire cette pesée d'intérêt et doit pouvoir continuer à décider du moment adéquat pour saisir l'autorité de protection.

- **Une marge de manœuvre pour apprécier chaque situation au cas par cas doit être préservée.** Ces professions, non soumises au secret professionnel, doivent elles aussi pouvoir établir une pesée des intérêts entre différentes manières d'intervenir en faveur du bien de l'enfant. Il ne s'agit pas uniquement de faire une pesée des intérêts entre le maintien de la relation de confiance et le signalement à l'autorité de protection, mais également de disposer de la marge de manœuvre nécessaire pour pouvoir mettre sur pied d'autres solutions plus adéquates et plus efficaces pour solutionner le problème donné.

Ce nouvel article part en effet du principe que les mesures prises par l'autorité de protection sont par définition celles qui protègent le mieux l'enfant menacé. Or, comme le rappellent la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse et AvenirSocial dans leur prise de position, plusieurs études démontrent que d'autres solutions sont souvent plus adaptées, comme par exemple des mesures prises en concertation avec l'utilisateur ou en coopération avec d'autres personnes-clé du réseau de prise en charge.

Car souvent, les manquements à la protection de l'enfant n'ont pas pour cause un retard pris à aviser un cas de maltraitance, mais sont plutôt dus au fait que les signaux de menaces n'ont pas été détectés ou sous-estimés, à un déficit au niveau de la coopération au sein du réseau, ou encore à un manque de temps ou de ressources. En d'autres mots, l'obligation d'annonce n'est pas toujours le meilleur outil pour protéger l'enfant.

Le renforcement de dispositifs internes aux institutions pour ne pas être seul face à un soupçon et pouvoir en discuter avec des pairs sont parfois plus efficaces pour améliorer la protection des enfants que l'élargissement de l'obligation d'aviser. Des mesures dans le domaine de la formation seront également nécessaires si ce nouvel article devait effectivement entrer en vigueur.

- **Les Verts regrettent finalement le manque de clarté de certaines des nouvelles dispositions concernant l'obligation d'aviser.** A la lecture du rapport explicatif, il réside un certain flou autour des catégories des professionnels ciblés. De même, ni le

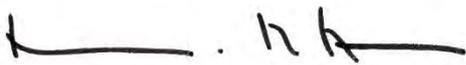
nouvel article, ni le rapport explicatif ne donnent d'informations sur les conditions exactes qui entraînent l'obligation d'aviser : à partir de quel moment doit-on aviser l'autorité ? Comment interpréter la dernière phrase de l'al. 1, « ne peuvent pas remédier elles-mêmes à la situation » ? Quelles sanctions pour ceux qui manqueraient à cette obligation ? Cette obligation va-t-elle dissuader certains usagers de faire appel à des services sociaux ? Le fait d'aviser l'autorité compétente lorsque le bien d'un enfant est menacé constitue pour les professionnels une démarche lourde en responsabilité et, potentiellement, en conséquences. Et malheureusement, le rapport explicatif donne trop peu d'informations sur les conséquences d'une telle modification de la loi sur ces professions et sur la protection des enfants et des jeunes.

**Pour toutes ces raisons, les Verts soutiennent les deux propositions de modifications de l'art. 314d émises par la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse dans sa réponse à la procédure de consultation.**

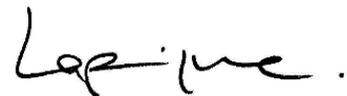
Enfin, **ces modifications du code civil devraient absolument être accompagnées de mesures dans le domaine de la formation (continue)**. Détecter des signaux de maltraitance, de l'existence d'une menace pour le bien de l'enfant nécessitent des connaissances et des compétences particulières dans le domaine de la protection de l'enfance. Cette problématique devrait faire partie des cursus de formation des groupes professionnels ciblés par le nouvel art. 314c.

Nous vous remercions de l'accueil que vous réserverez à cette prise de position et restons à votre disposition pour toute question ou information complémentaire.

Nous vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, Madame, Monsieur, à l'expression de notre haute considération.



Regula Rytz  
Co-présidente des Verts suisses



Gaëlle Lapique  
Secrétaire politique



**Bundesamt für Justiz**  
**z.H. Judith Wyder**  
**per Email**

## **Vernehmlassung zur Stärkung des Kindesschutzes (Vereinheitlichung der Melderechte und Einführung einer Meldepflicht)**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme, die wir gerne wie folgt wahrnehmen und uns dabei an den Vernehmlassungsantworten von Kinderschutz Schweiz und Avenir social (nationaler Berufsverband für soziale Arbeit) orientieren:

Die Schweiz hat die UNO-Kinderrechtskonvention ratifiziert und steht als Staat in der Pflicht, dafür zu sorgen, dass allen Kindern in unserem Land dieselben Rechte zukommen und sie sich unabhängig von ihrer sozialen Herkunft, Geburt oder sonstigem Status entwickeln können (Art. 2 UN-KRK) und vor Misshandlungen geschützt werden (Art. 19 UN-KRK).

Die föderalistische Ausgestaltung des Kindesschutzes in der Schweiz führt jedoch dazu, dass Kinder je nach ihrem Wohnort unterschiedliche Hilfeleistungen erhalten. Die Meldung an die KESB ist ein wichtiges Element dieses Schutzes. Je nach Kanton sind heute bestimmte Berufsgruppen gesetzlich verpflichtet oder berechtigt, im Verdachtsfall eine Meldung zu machen oder nicht. Eine Vereinfachung und vor allem Vereinheitlichung dieser Bestimmungen schweizweit tut not, um der Rechtsungleichheit von gefährdeten Kindern entgegenzuwirken und ihren Schutz zu verbessern.

Die SP Schweiz unterstützt deshalb die Stossrichtung des vorliegenden Gesetzesentwurfs und die Zielsetzung, den Schutz von Kindern zu verbessern. Sie geht davon aus, dass heute viele Meldungen zu Kindswohlgefährdungen durch jene Personen, welche entsprechende Beobachtungen machen, nicht aus mangelndem Engagement unterbleiben, sondern weil sich im heute unübersichtlichen Wirrwarr unterschiedlichster kantonaler Bestimmungen nicht zurechtfinden und deshalb davor zurückschrecken und weil der heutige Weg für BerufsheimnisträgerInnen (mit der vorgängigen schriftlichen Entbindung von der Schweigepflicht durch die vorgesetzte Behörde) nicht niederschwellig genug ist.

Die SP Schweiz begrüsst aus diesen Gründen eine abschliessende Regelung auf Bundesebene: Sie führt zu Klarheit und verhindert Missverständnisse. Zudem gewährleistet sie im Gegensatz zur heute geltenden Regelung Rechtssicherheit und -gleichheit. Ebenso unterstützt die SP Schweiz die markante Erleichterung der Melderechte für Berufsheimnisträgerinnen und -träger ohne Entbindung vom Berufsheimnis: diese kann die Meldebereitschaft dieser Fachpersonen erhöhen.

Skeptisch steht die SP Schweiz der Einführung einer allgemeinen Meldepflicht für all jene Fachpersonen, die nicht dem Berufsgeheimnis unterstehen, gegenüber. Eine Meldung an die KESB muss mit Sorgfalt und Professionalität angegangen werden, damit sie zielführend ist und weder zu früh noch zu spät kommt. Eine zu spät erfolgte Meldung kann verheerende Folgen für das Kind haben – eine überstürzte und unüberlegte Meldung allerdings ebenso. Bevor ein gewisser Schweregrad der Gefährdung erreicht ist, ist der Schutz eines möglicherweise gefährdeten Kindes oft nur bei freiwilliger Kooperation der Eltern möglich. Eine allgemeine Meldepflicht und damit verbundenes vorschnelles Vorgehen, kann aus verschiedenen Gründen kontraproduktiv sein. Es muss mit einer Untergrabung des Vertrauensverhältnisses gerechnet werden. Die Erfolgschancen und Auswirkungen eines straf- oder zivilrechtlichen Verfahrens müssen zudem gut bedacht werden.

Im Begleitbericht wird an mehreren Stellen plausibel begründet, warum für BerufsgeheimnisträgerInnen keine solche Meldepflicht eingeführt werden soll:

S. 18: *„Es wäre nämlich kontraproduktiv, wenn hilfsbedürftige Personen sich wegen einer Meldepflicht den zuständigen Fachpersonen nicht mehr anvertrauen würden.“*

oder

S.19: *„Dieses Vertrauensverhältnis stellt eine wichtige Voraussetzung dafür dar, dass die besondere Arbeits-, Fürsorge- oder Unterstützungsbeziehung erfolgreich verläuft und sie ist deshalb zu schützen. Patientinnen und Patienten würden sich den betroffenen Fachpersonen nicht anvertrauen, wenn sie mit einer Weitergabe dieser Informationen rechnen müssten.“*

Dem ist beizufügen, dass die obigen Ausführungen – anders als im Begleitbericht insinuiert – nicht nur auf Fachleute zutreffen, die dem strafrechtlich geschützten Berufsgeheimnis unterstehen, sondern auch auf die meisten anderen Fachleute, die sich professionell mit Kindern und Jugendlichen beschäftigen. Es ist deshalb noch einmal genau zu prüfen, weshalb für diese eine unterschiedliche und weniger Abwägungsmöglichkeiten einräumende Regelung getroffen werden soll und ob die vorgesehene schweizweite Vereinheitlichung der Melderechte nicht ausreicht und letztlich zielführender ist, um auch diesen Fachleuten die Möglichkeit für eine Meldung zu erleichtern, wenn sie diese unter Berücksichtigung aller Umstände für sinnvoll und nötig halten.

Sollte an der Meldepflicht für alle nicht dem Berufsgeheimnis unterstehenden Fachleute festgehalten werden, ist es aus Sicht der SP Schweiz essentiell, dass am Ansatz festgehalten wird, dass die Verpflichtung zur Meldung nur entsteht, soweit die betreffenden Fachleute nicht selber Abhilfe schaffen können.

Im Bericht wird auf S. 23 festgehalten, dass die Vorlage weder auf den Personalbestand noch auf die Finanzen des Bundes Auswirkungen hat – ein entsprechender Hinweis auf die personellen Konsequenzen, die bei den Kantonen anfallen, fehlt. Wenn man den Schutz der Kinder und Jugendlichen verstärkt, ist damit zu rechnen, dass es mehr Abklärungen und/oder Kinderschutzmassnahmen geben wird. Schon heute sind die viele KESB am Limit – nicht nur im Bereich Kinderschutz. An fehlenden Ressourcen soll Kinderschutz auf keinen Fall scheitern! Es ist deshalb wichtig, dass in der Botschaft des Bundesrates klare Aussagen über allfällig zu erwartende Mehrbelastungen gemacht werden, damit diese für die Fachstellen in den Kantonen antizipierbar werden.

Wir bitten Sie, unsere Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage zu berücksichtigen.

Mit freundlichen Grüßen

SOZIALDEMOKRATISCHE PARTEI DER SCHWEIZ

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Levrat', written in a cursive style.

Christian Levrat  
Präsident

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. Schmidt', written in a cursive style.

Carsten Schmidt  
Politischer Fachsekretär

judith.wyder@bj.admin.ch

Bern, 31. März 2014

## **Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Kindesschutz): Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens**

### **Vernehmlassungsantwort der Schweizerischen Volkspartei (SVP)**

---

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Einladung, im Rahmen des ob genannten Vernehmlassungsverfahrens Stellung nehmen zu können. Gerne äussern wir uns dazu wie folgt:

**Misshandelte und sexuelle missbrauchte Kinder sind zu schützen. Die SVP unterstützt deshalb die Stossrichtung der Vorlage, lehnt den Vorwurf in dieser Form jedoch teilweise ab, weil fraglich ist, ob damit das angestrebte Ziel erreicht werden kann.**

**Die Vorlage unterscheidet zwischen Fachpersonen, die zur Meldung einer möglichen Gefährdung des Kindeswohls verpflichtet und solchen, die zu einer entsprechenden Meldung an die Kindesschutzbehörde berechtigt sind.**

**Im geltenden Recht sind lediglich Personen in amtlicher Tätigkeit verpflichtet, Vermutungen von Kindsgefährdungen an die Kindesschutzbehörde zu melden, wobei das kantonale Recht bestimmt, welche Amtspersonen meldepflichtig sind; überdies können die Kantone weitere Meldepflichten vorsehen. Dass die Vorlage diesbezüglich ein einheitlicheres System anstrebt, ist zu unterstützen. Wünschenswert wäre, wenn der Gesetzgeber diesbezüglich im Grundsatz weiterginge und auf eine verwirrende Aufzählung von Fachpersonengruppen verzichten würde.**

**Bezüglich jener Personen, die einem Berufsgeheimnis unterstehen und zu einer Meldung berechtigt sein sollen, lehnt die SVP die Vorlage ab. Einerseits wirft die Aufzählung der Fachpersonen Fragen auf. Andererseits kann sich die vorgeschlagene Regelung kontraproduktiv auf das Wohl des Kindes auswirken, weil die Gefahr besteht, dass auf die Hinzuziehung einer entsprechenden Fachperson verzichtet werden könnte, um eine Meldung zu verhindern.**

**Aus Sicht der SVP ist eine einfachere und klarere Lösung anzustreben und der Bereich „Melderechte“ auszuklammern. Die für ein Melderecht vorgesehene Personengruppe hat schliesslich – trotz formellem Berufsgeheimnis (Art. 364 StGB) - bereits im geltendem Recht die Möglichkeit, der Kindesschutzbehörde Meldung zu machen, wenn von einer strafbaren Handlung gegen ein Kind auszugehen ist.**

Die Motion 08.3790 fordert zum Schutz des Kindes vor Misshandlung und sexuellem Missbrauch die Einführung einer allgemeinen Meldepflicht gegenüber Kinderschutzbehörden in allen Schweizer Kantonen. Der Ständerat stimmte der Motion mit modifiziertem Inhalt zu, indem von einer allgemeinen Meldepflicht „gewisse klar umschriebene Ausnahmen“ zu kodifizieren sind. Der Nationalrat, welcher die Motion annahm, stimmte auch der von Ständerat abgeänderten Fassung zu. Mit der vorliegenden Revision des Zivilgesetzbuchs (ZGB) soll der Auftrag des Parlaments umgesetzt werden. Ziel der Vorlage ist, misshandelte und gefährdete Kinder rasch und wirksam zu schützen. Fachpersonen, die beruflich regelmässig Kontakt zu Kindern haben, sollen inskünftig verpflichtet werden, der Kinderschutzbehörde Meldung zu erstatten, wenn sie begründeten Anlass zur Annahme haben, dass das Wohl eines Kindes und damit seine Entwicklung gefährdet sei könnte. Berufsgeheimnisunterstehenden Fachpersonen soll ein Melderecht eingeräumt werden.

Gemäss Art. 443 Abs. 1 ZGB kann jede Person der Erwachsenenschutzbehörde, welche auch als Kinderschutzbehörde amtiert, Meldung erstatten, wenn eine Person hilfsbedürftig erscheint. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen über das Berufsgeheimnis. Wer dagegen in amtlicher Tätigkeit von einem Übergriff auf ein Kind erfährt, ist meldepflichtig, wobei die Kantone weitere Meldepflichten vorsehen können (Art. 443 Abs. 2 ZGB). Vorliegend soll die Meldepflicht / Meldeberechtigung auf Personen ausgedehnt werden, die regelmässig mit Kindern in Kontakt sind und damit eine besondere Beziehung zu diesen aufbauen. Ferner soll die Melderegelung schweizweit einheitlicher geregelt werden.

Bei einer Einführung einer Meldepflicht gilt es zwischen Berufsgruppen zu unterscheiden, die einem Berufsgeheimnis unterstehen und solchen, die keinem Berufsgeheimnis unterliegen. Personen, die einem Berufsgeheimnis unterliegen dürfen gemäss geltendem Recht erst dann eine Meldung an die Kinderschutzbehörde erstatten, wenn sie sich von der vorgesetzten Behörde (Aufsichtsbehörde) vom Berufsgeheimnis schriftlich haben entbinden lassen oder wenn die betroffene Person mit der Meldung einverstanden ist (Art. 443 Abs. 1 ZGB i.V.m. Art. 321 Ziff. 2 StGB) oder der Kanton eine Meldepflicht für die entsprechende Berufsgruppe eingeführt hat (Art. 443 Abs. 2 Satz 2 ZGB); verschiedene Kantone haben für Personen aus dem Schul-, Bildungs- und Gesundheits- und Polizeiwesens sowie für Geistliche, Lehr- und Fachpersonen eine entsprechende Regelung erlassen.

Die Vorlage sieht in Art. 314d Abs. 1 VE-ZGB vor, dass folgende Personen (die keinem nach dem Strafgesetzbuch geschützten Berufsgeheimnis unterstehen) Gefährdungen des Kindes an die Kinderschutzbehörde zu melden haben, wenn sie der Gefährdung nicht im Rahmen ihrer Tätigkeit Abhilfe schaffen können: Fachpersonen aus den Bereichen Medizin, Psychologie, Pflege, Betreuung, Erzie-

hung, Bildung, Sozialberatung, Religion und Sport, die regelmässig Kontakt zu Kindern haben (Art. 314d Abs. 1 Ziff. 1 VE-ZGB) sowie Fachpersonen in amtlicher Tätigkeit (Art. 314d Abs. 1 Ziff. 2 VE-ZGB). Die Kantone dürfen keine weiteren Meldepflichten an die Kinderschutzbehörde vorsehen (Art. 314d Abs. 2 VE-ZGB). Dass Abs. 2 eine schweizweit einheitliche Regelung einführen will, ist zu begrüssen, schliesslich darf es nicht sein, dass kantonsübergreifend tätige Fachpersonen in einem derart wichtigen Bereich unterschiedlichen Regelungen unterstehen. Andererseits wird es weiterhin kantonale Unterschiede geben, schliesslich kann bundesrechtlich nicht in kantonale Kompetenzbereiche eingegriffen werden (Schul- und Gesundheitswesen). Zu überdenken ist jedoch die Aufzählung in Ziff. 1. Die Einschränkung „die regelmässig Kontakt zu Kindern haben“ ist ebenso auslegungsbedürftig, wie die Aufzählung „Medizin, Sozialberatung, Religion und Sport“. Entweder sollte hier mit der Ergänzung „namentlich“ klargemacht werden, dass diese Aufzählung nicht abschliessend ist, oder auf eine Aufzählung ganz verzichtet werden. Ein möglicher Wortlaut für Ziff. 1 wäre: „Fachpersonen (aus sämtlichen Bereichen) die Kontakt zu Kindern haben“. Ausklammern von einer Meldepflicht will die Vorlage offenbar die in verschiedenen Spezialgesetzen verankerten Schweigepflichten (Behandlungs- und Sozialhilfestellen gemäss dem Betäubungsmittelgesetz; Schwangerschaftsberatungsstellen; Opferhilfestellen). Der Gesetzgeber muss sich an dieser Stelle bewusst sein, dass mit der Beibehaltung weitere Ausnahmen einer Vereinfachung bzw. einer Vereinheitlichung nicht gedient ist. Weiter stellt sich bei Art. 314d VE-ZGB die Frage der Konsequenzen. Fachpersonen in amtlicher Tätigkeit dürften bei Widerhandlung gegen diese Obliegenheit mit personalrechtlichen Konsequenzen zu rechnen haben. Für freischaffende Fachpersonen bzw. Fachpersonen aus der Privatwirtschaft sind keine strafrechtlichen Sanktionen vorgesehen, falls diese die Meldepflicht unterlassen, sofern nicht ein Unterlassungsdelikt vorliegt. In diesem Bereich eine für den Schutz Minderjähriger passende Sanktionierungsmöglichkeit zu finden ist schwierig. Sind die Androhungen bei Missachtung der Meldepflicht zu streng, besteht die Gefahr des Denuntiantentums, einer Meldeflut und damit die Überlastung der Kinderschutzbehörde. Miteinher gehen dürften Probleme innerhalb der Familie, die erst mit dieser Meldung ausgelöst werden. In diesem Sinne kann der vorgeschlagenen Regelung diesbezüglich im Grundsatz zugestimmt werden.

Art. 314c VE-ZGB regelt die Melderechte für Personen, die einem nach dem Strafgesetzbuch geschützten Berufsgeheimnis unterstehen. Gemäss Art. 321 Ziff. 1 StGB unterstehen Geistliche, Rechtsanwälte, Verteidiger, Notare, Revisoren, Ärzte, Zahnärzte, Chiropraktoren, Apotheker, Hebammen, Psychologen sowie ihre Hilfspersonen dem Berufsgeheimnis. Art. 314c Abs. 2 Ziff. 1 und 2 VE-ZGB sieht vor, dass Fachpersonen aus den Bereichen Medizin, Psychologie, Pflege, Betreuung, Erziehung, Bildung, Sozialberatung, Religion und Sport sowie entsprechende Fachpersonen in amtlicher Tätigkeit zur Meldung an die Kinderschutzbehörde berechtigt sein sollen, sofern sie begründeten Anlass zur Annahme haben, dass das Wohl des Kindes gefährdet sein könnte. Damit wird die Meldemöglichkeit im Vergleich zum geltenden Recht ausgeweitet, da Meldungen derzeit nur zulässig sind, wenn an einer minderjährigen Person eine strafbare Handlung begangen wurde (Art. 364 StGB). In den übrigen Fällen müssen sie vor einer Meldung entweder von der betroffenen Person oder von der vorgesetzten Stelle schriftlich vom Berufsgeheimnis entbunden worden sein (Art. 443 Abs. 1 ZGB i.V.m. Art. 321 StGB). Aus Sicht der SVP ist diese Ausdehnung abzulehnen. Zum einen ist nicht abschliessend klar, welche Personen in der Praxis darunter fallen sollen, namentlich wie weit die „Bereiche Medizin, Psychologie, Pflege, Be-

treuung, Erziehung, Bildung, Sozialberatung, Religion und Sport“ zu verstehen sind. Überdies kann die vorgeschlagene Regelung für das Kindeswohl kontraproduktiv sein, denn es besteht die Gefahr, dass auf einen Rat (u.a. auf Druck der Eltern) einer Fachperson deshalb verzichtet wird, weil Ungewissheit darüber besteht, ob diese sich an das Berufsgeheimnis halten wird. Gerade im medizinischen Bereich kann dies zu einer gefährlichen Entwicklung führen.

Schliesslich sieht die Vorlage Erweiterungen im Bereich der Mitwirkungspflichten und der Amtshilfe vor, u.a. als Folge der oberwähnten Gesetzesanpassungen. Art. 314e Abs. 4 E-ZGB regelt die Mitwirkung von Fachpersonen, die eine Meldung an die Kindesschutzbehörde erstattet haben. Diese sollen zur Mitwirkung berechtigt sein, ohne sich vorgängig vom Berufsgeheimnis entbinden zu lassen. Gemäss Vorentwurf und in Anlehnung von Art. 448 Abs. 2 ZGB soll dies für folgende Fachpersonen gelten: Ärztinnen und Ärzte, Zahnärztinnen und Zahnärzte, Apothekerinnen und Apotheker, Hebammen, Psychologinnen und Psychologen (neu). Diese Aufzählung ist nicht deckungsgleich mit jener in Art. 314c Abs. 2 Ziff. 1 VE-ZGB. Dies führt zu Unklarheiten. Eine Fachperson aus dem Sport, welche einem geschützten Berufsgeheimnis untersteht und zur Meldung eines Verdachts berechtigt ist, müsste (konsequenterweise) ebenfalls zur Mitwirkung berechtigt sein, ohne sich vorgängig vom Berufsgeheimnis entbinden zu lassen. Die Aufzählung von Berufsgruppen bringt auch hier mehr Verwirrung als Klarheit. In diesem Sinne wäre auch hier eine einfachere Regelung zu begrüssen.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

#### **SCHWEIZERISCHE VOLKSPARTEI**

Der Parteipräsident



Toni Brunner  
Nationalrat

Der Generalsekretär



Martin Baltisser